

NIOSI, Jorge, *Canada's National System of Innovation*
(Montréal, McGill-Queen's University Press, 2000), 222 p.

Jean-François Auger

Volume 55, numéro 3, hiver 2002

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/010428ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/010428ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Auger, J.-F. (2002). Compte rendu de [NIOSI, Jorge, *Canada's National System of Innovation* (Montréal, McGill-Queen's University Press, 2000), 222 p.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 55(3), 459–462.
<https://doi.org/10.7202/010428ar>

ni des commerçants, ni des simples citoyens. Par contre, les religieuses et les autochtones, les autres acteurs principaux dans cette histoire de l'Église et des missions du « far West », en sortent grandis et merveilleusement immaculés. Les premières ne sont que des vierges-victimes, des anges de vertu, toujours exploitées par les méchants clercs. Les Amérindiens, pour leur part, ne sont que de pauvres innocents, qui ne cherchaient qu'à continuer leur train de vie au cœur de la nature, une vie faite de partage, de dialogue et d'accueil. Ce sont les *nobles Sauvages* d'antan.

Ce livre moralisateur de McNally se lit comme un sermon de réforme d'Église par un clerc catholique qui cherche à convertir ses lecteurs à son modèle d'Église. Celle-ci, son clergé surtout, est dénoncée pour son prétendu racisme, jansénisme, autoritarisme et sa distanciation croissante des fidèles et des gens. La condamnation s'applique à quelque dix-sept siècles d'histoire de l'Église chrétienne, depuis l'époque de Constantin au IV^e siècle de notre ère jusqu'à aujourd'hui. Dommage qu'une recherche aussi poussée sur un sujet aussi riche ait enfanté un rejeton qui ne se plaît qu'à damner les confrères-clercs de son auteur.

ROBERT CHOQUETTE
Département d'histoire
Université d'Ottawa

NIOSI, Jorge, *Canada's National System of Innovation* (Montréal, McGill-Queen's University Press, 2000), 222 p.

Le livre de Jorge Niosi est la première étude systématique et exhaustive sur le système d'innovation du Canada. Appuyé par des sources documentaires, des statistiques et des entrevues, l'auteur soutient que le gouvernement fédéral est parvenu à créer un système d'innovation dynamique au cours des quarante dernières années. En effet, le Canada dépend de la recherche et du développement (R&D) pour assurer sa croissance économique. Les laboratoires des entreprises privées, des agences gouvernementales et des universités de recherche inventent de nouveaux produits et procédés qui sont commercialisés. Ils bénéficient de l'aide financière des institutions bancaires et des sociétés d'investissement, mais ils comptent surtout sur les programmes de subvention et les mesures fiscales du gouvernement. Le tout forme un système d'innovation national (SIN), un concept formé par l'économiste Bengt-Åke Lundvall au milieu des années 1980.

La première partie du livre retrace le développement historique du SIN canadien et analyse son état actuel. Selon Niosi, le système était au stade embryonnaire au début du xx^e siècle, car peu d'entreprises privées faisaient de la R&D. D'après nous, il faudrait ajouter que les industriels, les scientifiques et les politiciens concertèrent leurs actions, à partir de 1900 environ, en vue d'organiser et de soutenir la croissance économique par la R&D. Cela explique pourquoi le Canada s'est doté d'un outil d'intervention important durant la Première Guerre mondiale, le Conseil national de recherches. Malgré cela, Niosi évalue que le Canada demeurait contre-performant en R&D durant l'entre-deux-guerres. Nous pourrions sans doute expliquer les difficultés de la R&D dans les années 1930, par la baisse des investissements privés et publics à la suite de la crise économique de 1929.

Après la Seconde Guerre mondiale, le SIN s'est véritablement consolidé d'après Niosi. La majorité des grandes entreprises privées actives en R&D était détenue par des intérêts américains ou britanniques. Ainsi les activités de R&D avaient-elles lieu dans ces pays plutôt qu'au Canada. Or le gouvernement canadien prépara des budgets dont les montants destinés à la recherche passèrent de 225 millions de dollars à 750 millions de dollars durant la décennie des années 1960. Nous emboîtons le pas à l'auteur lorsqu'il affirme que cette décennie correspond à un tournant significatif du SIN canadien. En effet, le gouvernement fédéral s'est mis à coordonner les activités de R&D dans le but de stimuler la croissance économique.

Niosi observe que l'industrie se substitue au gouvernement dans les investissements de R&D à partir de 1970. La R&D était toutefois concentrée au sein d'un petit nombre d'entreprises contrôlées, pour la majorité d'entre elles, par des intérêts canadiens. Les laboratoires des industries, du gouvernement et des universités nouaient de nombreux liens en vue de tirer profit de l'application commerciale des recherches. Néanmoins le SIN canadien demeurait globalement orienté vers la recherche fondamentale et les étapes préliminaires de l'innovation. Les données quantitatives de Niosi témoignent de l'augmentation de la collaboration institutionnalisée entre les laboratoires.

Dans les années 1990, les laboratoires gouvernementaux et universitaires commercialisaient de plus en plus les résultats de la recherche, si l'on se fie à l'augmentation du nombre de brevets d'invention et de licences d'exploitation. Dans la même lancée, ils intensifièrent les transferts de technologie avec les entreprises privées. Étonnamment, l'enquête de Niosi révèle qu'ils continuaient de trouver leur raison d'être dans la dé-

couverte de connaissances fondamentales et dans l'écriture d'articles spécialisés. Les laboratoires industriels, on s'en doute, étaient tournés vers les profits et la compétition économique. Ils produisaient surtout des prototypes et des rapports internes. Quinze pour cent des laboratoires estimaient importante la recherche fondamentale. Dans l'ensemble des laboratoires industriels qui nouaient des alliances de recherche, Niosi a calculé que les deux tiers étaient également actifs en transferts de technologie. Ce résultat supporte l'idée que les entreprises s'approprient des technologies exogènes à l'aide de la R&D.

La deuxième partie du livre est consacrée à la question de l'internationalisation du SIN. Niosi affirme que les accords de libre-échange entre le Canada, les États-Unis et le Mexique n'ont pas donné lieu à l'émergence d'un SIN supranational. Néanmoins, il a raison de souligner le fait que le SIN canadien est perméable à l'environnement international d'une manière singulière. Par exemple, les entreprises canadiennes investissent en R&D et détiennent des brevets d'invention à l'étranger, surtout aux États-Unis et au Royaume-Uni. Elles désirent ainsi pénétrer des marchés dynamiques et diversifier la gamme de leurs produits. D'après l'enquête de Niosi, il ne faut toutefois pas exagérer l'importance de la dimension internationale, car les laboratoires industriels identifient la majorité de leurs problèmes de R&D auprès de clients canadiens.

En s'interrogeant sur l'internationalisation, Niosi ne résout qu'une partie du problème que pose le concept de SIN. D'une part, quoiqu'il admette la dimension complémentaire de la région, il ne l'a placée qu'en filigrane dans sa démonstration. Certes, certains gouvernements provinciaux n'investissent pas autant que le fédéral, mais plusieurs d'entre eux, comme le Québec, possèdent des ministères, des programmes et des agences qui soutiennent la R&D. De même, et à une plus petite échelle, des régions favorisent la concentration des activités de R&D. D'autre part, il faut savoir que des études, notamment celles d'Ed Malecki et de Päivi Oinas, se méfient du concept de SIN. Elles ont mis en évidence le fait qu'il n'existe pas de lien direct entre les frontières d'un système d'innovation et celles d'un ensemble géopolitique, qu'il soit national, régional ou local. Il vaudrait mieux parler, par conséquent, de système d'innovation spatialisé en fonction des secteurs de production économique.

En conclusion, une décennie après les études pionnières sur l'Europe et le Japon, le livre de Niosi est le premier effort visant la compréhension du SIN canadien dans son ensemble. Si, comme semble le faire Niosi, les économistes privilégient l'argument développé par Chris Freeman dans les

pages du *Cambridge Journal of Economics* — c'est-à-dire qu'il faille analyser la trajectoire historique d'un système d'innovation pour en relever les caractéristiques actuelles —, il y a gros à parier que les travaux des historiens étofferont, à l'avenir, l'analyse des systèmes d'innovation.

JEAN-FRANÇOIS AUGER
 Centre interuniversitaire de recherche
 sur la science et la technologie et
 Département d'histoire
 Université du Québec à Montréal

REISNER, M. E., dir., *The Diary of a Country Clergyman, 1848-1851 : James Reid* (Montréal, McGill-Queen's University Press, 2000), lxxxvii-393 p.

D'abord présentée comme thèse de doctorat en études anglaises, cette édition du journal du révérend James Reid est une œuvre importante qui va bien au-delà de la simple transcription d'un journal intime. En fait, le journal n'occupe qu'environ la moitié du livre. Une introduction, une chronologie des événements allant de 1780 à 1868, des esquisses biographiques de personnages locaux et un index facilitent la lecture. À cela s'ajoute un répertoire complet des écrits qu'on sait avoir été publiés par Reid, dont certains sous pseudonyme. Les notes relatives au journal occupent presque autant d'espace que celui-ci. L'auteur a mis un soin méticuleux à retracer les personnages, les lieux et les événements mentionnés dans le document et à y adjoindre des informations recueillies dans les registres paroissiaux et divers documents diocésains, les journaux locaux, les annuaires municipaux et autres sources. Il est résulté de ces recherches une remarquable édition savante du journal de Reid, édition qui sera beaucoup plus utile à la plupart des lecteurs que le manuscrit original.

Cet impressionnant travail serait peine perdue si le journal lui-même était dénué d'intérêt ou de valeur. Un journal tenu par un obscur pasteur anglican affecté durant quarante ans (1815-1865) à Frelighsburg, dans le Bas-Canada, tient en partie sa valeur de l'obscurité et de la longévité de son auteur. Reid fut un témoin immédiat du développement de l'Église anglicane dans le Bas-Canada. Sa perspective est cependant bien différente de celle des évêques ou de celle du révérend Ernest Hawkins, cet historien dont les *Annals* étaient basées sur les rapports des visites épiscopales. Dans ce journal qui n'était pas écrit pour être publié, Reid affirme que les visites épiscopales procuraient une fausse impression de l'état des paroisses. Tous les pasteurs, certes, n'imitaient pas le révérend Cotton qui ameutait ses